

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**Fourniture de services de  
télécommunications associés à la  
gestion du numéro court 3250 et  
des numéros 08AB**

**Marché n° 2537F0115**

Vos interlocuteurs Météo-France :  
Direction des achats publics  
42, avenue Gaspard Coriolis  
31057 Toulouse Cedex 01

# Table des matières

Cahier des clauses administratives particulières.....	4
1. Objet du marché public.....	4
2. Documents contractuels.....	4
3. Décomposition du marché public.....	4
4. Forme du marché public et procédure de passation.....	4
5. Durée du marché public.....	4
6. Démarrage des prestations et délais de réalisation.....	5
6.1. Au titre des prestations fixes.....	5
6.2. Au titre des bons de commande.....	5
7. Montant du marché public.....	5
8. Notification des informations et des décisions.....	5
9. Définition du besoin.....	5
10. Modalités d'exécution des prestations.....	6
10.1. Prestations attendues.....	6
10.2. En cas de groupement d'opérateurs économiques.....	6
10.3. Sous-traitance.....	6
10.4. Établissement des bons de commande.....	6
10.5. Prestations exceptionnelles.....	6
10.6. Réversibilité – Transférabilité en fin de marché.....	7
11. Obligations des parties.....	7
11.1. Obligations mutuelles.....	7
11.2. Obligations de Météo-France.....	7
11.3. Obligations du titulaire.....	7
11.3.1. Assurances.....	7
11.3.2. Insertion sociale.....	7
11.3.3. Obligations environnementales du titulaire.....	8
11.3.4. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail.....	8
11.3.5. Accès réglementé aux locaux.....	8
11.3.6. Accès à distance.....	8
11.3.7. Niveau de qualification des intervenants.....	8
11.3.8. Secret professionnel.....	9
11.3.9. Transfert des données.....	9
11.3.10. Information et conseil.....	9
12. Constatation de l'exécution des prestations.....	9
12.1. Au titre des prestations forfaitaires.....	9
12.2. Au titre des bons de commande.....	10
12.3. Audit.....	10
13. Garantie.....	10
14. Personnes désignées pour l'exécution des prestations.....	10
15. Propriété intellectuelle.....	11
15.1. Régimes des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards.....	11
15.2. Régime des résultats.....	11
16. Protection des données personnelles.....	11
16.1. Durée de conservation et sort des données.....	11
16.2. Obligations du titulaire.....	11
16.3. Mesures de sécurité.....	12
16.4. Droit d'information des personnes concernées.....	12
16.5. Notification des violations de données à caractère personnel.....	12
16.6. Assistance.....	12
16.7. Registre des catégories d'activités de traitement.....	12
16.8. Documentation.....	13
17. Établissement des prix.....	13
17.1. Définition.....	13
17.2. Flux financier.....	13

17.2.1. Tarification de l'appelant.....	13
17.2.2. Taxation entre Météo-France et le titulaire.....	13
17.3. Modalités applicables en cas de titulaire étranger.....	13
18. Paiements.....	14
18.1. Avance.....	14
18.1.1. Pour la partie forfaitaire.....	14
18.1.2. Pour les bons de commande.....	14
18.2. Modalités de paiement.....	14
18.2.1. Au titre des prestations de collecte et d'acheminement des appels.....	14
18.2.2. Au titre des perceptions dues par les usagers.....	14
18.2.3. Au titre des autres prestations.....	14
18.3. Suivi mensuel.....	14
18.4. Intérêts moratoires.....	15
18.5. Établissement des factures.....	15
19. Cession ou nantissement des créances.....	16
20. Pièces et attestations à fournir.....	16
20.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail).....	16
20.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail).....	16
20.3. Liste nominative du personnel étranger.....	16
20.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs.....	17
21. Pénalités.....	17
21.1. Pénalités en cas de perte du chiffre d'affaires pour interruption du service.....	17
21.2. Pénalités en cas de perte du chiffre d'affaires pour écrêtement.....	17
21.3. Pénalités pour retard dans la fourniture des états financiers ou de la facture.....	18
21.4. Pénalités pour retard.....	18
21.5. Pénalités pour indisponibilité.....	18
21.6. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel.....	18
21.7. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière d'insertion sociale.....	18
21.8. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière environnementale.....	19
22. Résiliation.....	19
23. Résiliation liée à l'état du matériel.....	19
24. Litiges et attribution de juridiction.....	19
25. Dérogations.....	19

# Cahier des clauses administratives particulières

---

## 1. Objet du marché public

Le marché a pour objet la fourniture de services de télécommunications associés à la gestion du numéro court 3250 et des numéros 08AB.

Ce marché a pour but la gestion et le maintien opérationnel du 3250 et des numéros de type 08AB pour Météo-France : l'acheminement des appels vers les serveurs vocaux interactifs de Météo-France, la gestion des recettes générées par ces appels et leur maintien en condition opérationnelle.

## 2. Documents contractuels

Le présent marché public est constitué par les documents contractuels suivants, énumérés par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement et son annexe financière dûment signé, dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;
2. le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son/ses annexe(s) dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;
3. le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son/ses annexe(s) dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;
4. le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG TIC) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Il peut être consulté depuis le site internet <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques> ;
5. le cadre de mémoire technique ;
6. le mémoire technique du titulaire, qui s'applique en tout ce qui ne serait pas contraire aux stipulations définies dans les documents ci-dessus, lesquelles prévalent en cas de contestation ;
7. les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire, sur ses tarifs ou au dos de ses factures qui serait contraire aux documents indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

## 3. Décomposition du marché public

Le marché public n'est pas décomposé en lots.

## 4. Forme du marché public et procédure de passation

Le marché public est établi en application du code de la commande publique.

La procédure mise en œuvre est un appel d'offres ouvert en application des articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Ce marché est un **marché composite** :

Une partie des prestations est passée sous la forme d'un marché ordinaire.

L'autre partie est passée sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

## 5. Durée du marché public

Le marché public prend effet à sa date de notification.

Il est passé pour une durée d'un an à compter de sa prise d'effet.

À l'issue de son terme initial, le marché public est reconductible deux fois pour une durée d'un an de manière tacite. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de trois ans.

Si Météo-France ne souhaite pas reconduire le marché public, l'établissement en informe le titulaire au moins trois mois avant l'échéance.

## **6. Démarrage des prestations et délais de réalisation**

### **6.1. Au titre des prestations fixes**

Les prestations relatives à la collecte des appels, à l'acheminement des appels, à la continuité du service de collecte et d'acheminement, au transfert éventuel entre le précédent et nouveau marché, à la maintenance évolutive et aux services d'accompagnement fermes commencent à s'exécuter à compter de la date de notification du marché public.

### **6.2. Au titre des bons de commande**

Les prestations à bons de commande relatives à la collecte et l'acheminement des appels depuis l'étranger, au sein des DROM-COM, entre les DROM-COM et la métropole, à l'ouverture et à la fermeture de numéros, à la mise en place d'une annonce tarifaire personnalisée, aux procédures de renvoi d'appel vers un autre numéro, aux procédures de modification des listes de numéros d'acheminement, aux statistiques à la demande et aux formations débutent à la date de notification du bon de commande concerné.

Le délai de réalisation des prestations est indiqué sur chaque bon de commande.

Par dérogation aux stipulations de l'article 13.2.4 du CCAG/TIC, les bons de commandes peuvent être passés durant la période de validité du marché public et s'exécuter au-delà de la date de fin de validité du marché public, sans que leur durée d'exécution dépasse de plus de six mois cette date de fin de validité.

Des représentants de Météo-France et du titulaire se réunissent peu de temps après la notification, sans surcoût, pour préciser certaines modalités de mise en œuvre.

## **7. Montant du marché public**

Le montant forfaitaire annuel du marché est mentionné dans l'annexe financière (annexe 1) à l'acte d'engagement.

La partie relative à l'accord-cadre est passée sans minimum et avec un maximum fixé, sur toute la durée de validité du marché, à quinze mille euros hors taxe (15 000 € HT).

## **8. Notification des informations et des décisions**

Par dérogation aux articles 2 et 3.1.1 du CCAG TIC, la notification au titulaire des informations et décisions prises par Météo-France pour l'exécution du présent marché public peut être réalisée par courriel. Le destinataire accuse réception des courriels adressés par Météo-France en précisant la date et l'heure de leur réception. Cette date et cette heure font courir les délais applicables prévus par le marché public. En l'absence de réception par Météo-France d'un accusé de réception dans un délai de huit jours à compter de leur envoi au titulaire, les informations et décisions adressées par courriel sont réputées réceptionnées par le titulaire et notifiées à la date et à l'heure de leur envoi.

## **9. Définition du besoin**

Les besoins de Météo-France et les prestations attendues sont détaillés dans le cahier des clauses techniques particulières n° 2537F0115.

## 10. Modalités d'exécution des prestations

### 10.1. Prestations attendues

Les prestations sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° 2537F0115 et ses annexes.

## 10.2. En cas de groupement d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le titulaire peut prévoir dans son mémoire technique que les éventuels bons de commande et les ordres de service sont adressés par Météo-France, par dérogation aux articles 3.7.4 et 3.8.4 du CCAG TIC, aux membres du groupement qui ont alors qualité pour formuler des observations. Il peut également prévoir dans son mémoire technique que les demandes de paiements sont présentées, par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG TIC, par les membres du groupement, lesquels sont alors habilités à formuler ou transmettre des réclamations par dérogation à l'article 12.1.4 du CCAG TIC.

## 10.3. Sous-traitance

En cas de demande d'agrément de sous-traitant, le titulaire doit recueillir l'autorisation écrite, préalable et spécifique de Météo-France.

En particulier, n'ont accès aux données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché que les personnels du sous-traitant en charge de son exécution.

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant Météo-France de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

## 10.4. Établissement des bons de commande

Lorsqu'un besoin, correspondant aux services d'accompagnement mentionnés à l'article 3.7 du CCTP, est identifié, Météo-France émet un bon de commande.

Les bons de commande peuvent être passés durant la période de validité du marché. Chaque bon de commande est signé par le pouvoir adjudicateur ou son représentant. Le suivi de l'exécution est assuré par le correspondant technique désigné par Météo-France.

Chaque bon de commande émis est notifié au titulaire par le pouvoir adjudicateur ou son représentant. Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont, notamment :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date de notification et le numéro du marché soit n° 2537F0115 ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description de la prestation demandée ;
- le délai de réalisation de la prestation ;
- le montant du bon de commande ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- tous autres renseignements utiles.

Les bons de commande prennent effet à compter de leur date de notification.

Les délais de livraison ou de réalisation des prestations sont calculés en jours ouvrés (hors week-end et jours fériés).

Le titulaire doit aviser Météo-France de tout retard et son motif avant la fin du délai d'exécution.

## 10.5. Prestations exceptionnelles

Si des prestations, liées à l'objet du marché mais initialement non prévues, sont à réaliser, Météo-France informe le titulaire et lui demande de fournir un devis sur lequel sont précisés la prestation demandée, le coût, ainsi que le lieu d'exécution de la prestation.

Si Météo-France accepte le devis, un bon de commande est établi et adressé au titulaire avant tout début de réalisation de cette prestation.

## 10.6. Réversibilité – Transférabilité en fin de marché

Le titulaire s'engage à faciliter les opérations occasionnées par le changement de titulaire lors du renouvellement du marché public. Il garantit la réversibilité et la transférabilité de son offre et s'engage, le cas échéant, à désinstaller, sans surcoût, tout équipement mis en place lors de l'exécution du présent marché. Il s'engage à débarrasser ses équipements dans un délai de deux mois après la date de fin du marché. Au-delà de ce délai, Météo-France les démonte et les réexpédie au titulaire à ses frais, sous garantie dommage.

En cas de difficulté entre l'ancien et le nouveau titulaire, la responsabilité pécuniaire de Météo-France ne peut être engagée.

## **11. Obligations des parties**

### **11.1. Obligations mutuelles**

Chacune des parties s'engage à observer la plus grande discrétion sur toute information en provenance de l'autre partie ainsi que sur les données transmises et ce, tant à l'égard des tiers qu'à l'égard des membres de son personnel non appelés à l'utiliser ou à en avoir connaissance.

Les stipulations du présent article ne s'appliquent pas aux informations qu'il est d'usage courant de communiquer à la clientèle ou à celles qui sont déjà connues du public.

### **11.2. Obligations de Météo-France**

Afin que les prestations puissent s'effectuer de manière satisfaisante, il incombe à Météo-France de fournir toutes informations nécessaires à l'exécution du présent marché. Météo-France s'engage à fournir un environnement conforme aux spécifications techniques exigées par la réglementation en vigueur.

### **11.3. Obligations du titulaire**

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations dans les conditions définies dans le marché et selon les textes en vigueur.

Le titulaire est responsable de l'attitude de son personnel concernant les obligations de discrétion et de sécurité. Il est également responsable du personnel, en toute circonstance, et pour quelque cause que ce soit, en particulier des accidents du travail, des accidents survenus du fait du personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des opérations ou des vols sur le site imputable à ce personnel.

#### **11.3.1. Assurances**

Le titulaire se conforme aux stipulations de l'article 9 du CCAG des marchés de techniques de l'information et de la communication.

Ce contrat d'assurance en cours de validité doit également garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que le titulaire pourrait encourir :

- en cas de dommages corporels et/ou matériels et/ou liés à une attaque informatique causés à l'occasion de l'exécution des prestations, objet du marché ;
- et couvrant les éventuels dommages causés au commanditaire et notamment à son système d'information dans le cadre des prestations.

#### **11.3.2. Insertion sociale**

Dans le cadre du présent marché, le titulaire s'engage à contribuer à l'insertion professionnelle de personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi.

Pour ce faire, il met en œuvre, directement ou indirectement, au moins l'une des actions suivantes pendant la durée du marché :

- Réserver un volume minimal de 100 heures de travail à des personnes en parcours d'insertion sur des tâches compatibles avec l'objet du marché (saisie, traitement de données, gestion des statistiques, support technique...) ;
- Mettre en place une action équivalente, notamment des engagements similaires pris dans le cadre d'autres marchés, un programme interne structuré en faveur de l'inclusion (stage d'observation, alternance, appui au retour à l'emploi...)

Le titulaire formalise, dans un délai de deux mois suivant la notification du marché, la ou les actions retenues dans un plan d'engagement social, à transmettre à Météo-France. Ce plan fera l'objet d'un suivi annuel.



### **11.3.3. Obligations environnementales du titulaire**

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire s'engage à mettre en œuvre toutes les actions nécessaires pour réduire l'impact environnemental de ses prestations tant en phase de collecte, de traitement et d'acheminement des appels.

À ce titre, le titulaire s'engage à mettre en œuvre des moyens techniques strictement adaptés aux besoins réels du service (volume d'appels, horaires, géolocalisation), sans mobiliser plus de ressources que nécessaire, y compris en période de forte activité ou maintien de la continuité du service. Il veille également à ce que les outils de suivi (statistiques, géolocalisation...) soient conçus et exploités de façon sobre, en limitant l'envoi, le stockage et le traitement des données au strict nécessaire. Enfin, il déploie des solutions garantissant la fiabilité du service tout en maîtrisant la consommation d'énergie, notamment lors de la gestion des pics d'appels ou de la réorientation vers des serveurs de secours.

Le titulaire respecte les exigences de l'article 20.2 du CCAG/TIC quant à la gestion des emballages.

Le titulaire produit annuellement, dans le mois qui précède la période en cours, les justificatifs de nature à prouver le respect de ses engagements.

De même, le titulaire est invité à proposer, tout au long de l'exécution du présent marché, toute innovation apportée aux équipements, et susceptible de constituer une progression de la qualité environnementale de son offre.

### **11.3.4. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail**

Le titulaire doit respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail dans l'entreprise. Il est responsable du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

### **11.3.5. Accès réglementé aux locaux**

L'accès du personnel du titulaire aux locaux de Météo-France est soumis aux conditions générales imposées aux personnes étrangères à Météo-France.

Le titulaire se rapproche du responsable technique de Météo-France afin que toutes les démarches réglementaires soient effectuées et que les dispositions soient prises pour l'accueil de l'intervenant à l'entrée du site ainsi que son accompagnement vers les locaux. Ces intervenants doivent impérativement présenter une pièce d'identité valide. Le personnel qui contreviendrait à ces règles n'est pas autorisé à pénétrer sur le site ou dans les locaux, sans que cela suspende les délais d'exécution.

Toute modification des conditions générales ou particulières d'accès ou de sécurité est communiquée par écrit au titulaire.

### **11.3.6. Accès à distance**

Les interventions à distances se font dans le cadre strict des conditions d'accès à distance en vigueur à Météo-France et dans le respect des exigences d'accès au système d'information de l'établissement.

### **11.3.7. Niveau de qualification des intervenants**

Pour la réalisation des prestations, le titulaire s'engage à mettre à disposition de Météo-France les intervenants dont les curriculum vitae ont été fournis dans sa proposition technique ou à défaut des intervenants disposant au moins du même niveau de qualification et d'expérience que ceux qui sont mentionnés dans sa proposition technique.

Dans le cas où un membre de l'équipe dédiée quitte la structure ou est remplacé, le titulaire en avise, sans délai, le correspondant technique ou son représentant et lui indique le nom, les coordonnées et le curriculum vitae du nouvel agent, qui doit être, au minimum, d'un niveau de qualification équivalent. Le changement est assujéti à l'accord de Météo-France.

Dans le cas où un membre de l'équipe technique du titulaire ne convient pas, soit en raison du niveau de mise en œuvre insuffisant au regard des compétences présentées dans son CV, soit en raison d'une attitude inappropriée à l'exécution du marché concerné, le titulaire s'engage à le remplacer dans les deux semaines qui suivent la réception d'un courrier recommandé avec avis de réception envoyé par Météo France et demandant son remplacement au vu d'arguments justificatifs factuels et documentés.

### **11.3.8. Secret professionnel**

Le titulaire observe le secret professionnel. À ce titre, il est astreint à une stricte obligation de confidentialité. Cette obligation demeure après le terme du marché public.

Ce secret s'étend notamment aux échanges auxquels le titulaire assiste ou participe, aux consultations qu'il donne à Météo-France, aux correspondances échangées ainsi qu'à tous les documents préparés au cours de l'exécution du marché public. Ce secret couvre également les affaires, documents, dossiers ou travaux élaborés par les agents du titulaire.

Les documents, renseignements, ou de façon plus générale, toutes les informations obtenues dans le cadre du marché public sont couverts par l'application du secret professionnel et ne peuvent être communiqués à des tiers. Cette restriction est levée si les documents, renseignements ou informations sont du domaine public.

### **11.3.9. Transfert des données**

Au terme du marché public, le titulaire remet à Météo-France et au nouveau titulaire choisi par Météo-France, tous les documents ayant un caractère officiel dont il est dépositaire ainsi que tous les documents et informations nécessaires à l'exécution ou à l'achèvement de la mission qui lui était confiée ; la remise devant intervenir dans un délai permettant d'éviter toute forclusion ou prescription.

### **11.3.10. Information et conseil**

Le titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil notamment d'information et de recommandation auprès de Météo-France. Le titulaire s'engage à informer Météo-France sans délai de toute nouveauté technologique ou de tout nouveau produit plus adapté, au cours de l'exécution du marché public.

## **12. Constatation de l'exécution des prestations**

### **12.1. Au titre des prestations forfaitaires**

Les opérations de vérification relèvent de la responsabilité du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

Elles se déroulent sur le site de Météo-France – 42, avenue Gaspard Coriolis à Toulouse. Un support du titulaire est requis durant la phase de mise en ordre de marche pour effectuer les corrections en cas de dysfonctionnements constatés. Le pouvoir adjudicateur avise le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications afin de lui permettre d'y assister ou de se faire représenter. L'absence du titulaire fait obstacle au déroulement des opérations de vérification. Une pénalité est appliquée conformément à l'article 21.4 ci-dessous en cas de mauvaise exécution. Il est dérogé aux articles 29 à 33 du CCAG/TIC.

Lorsque le titulaire estime être « en ordre de marche » pour assurer les prestations de collecte et d'acheminement des appels, il en informe Météo-France.

À cet effet, il dispose de cinq jours ouvrés à compter de la date contractuelle de fin de réalisation de la prestation de transfert pour effectuer la mise en ordre de marche. Il avise Météo-France de la date à partir de laquelle les prestations peuvent être présentées en vue des vérifications.

Le délai initialement prévu pour la mise en ordre de marche peut faire l'objet d'un sursis ou d'une prolongation de délai dans les conditions prévues l'article 13.3 du CCAG/TIC.

En cas de non réalisation du transfert dans le délai sur lequel le titulaire s'est engagé conformément à l'article 10.6 ci-dessus, Météo-France se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire sans indemnité, ou d'accorder un nouveau délai. Dans ce cas, toute journée de retard par rapport à l'échéance initiale donne lieu à des pénalités appliquées au titulaire conformément à l'article 21 du présent document.

À l'issue des opérations de vérifications, le pouvoir adjudicateur prend sa décision dans les conditions prévues à l'article 34 du CCAG/TIC.

### **12.2. Au titre des bons de commande**

Les opérations de vérification relèvent de la responsabilité du pouvoir adjudicateur ou de son représentant. Cet article déroge aux articles 29, 30, 32 et 33 du CCAG/TIC.

Météo-France établit la décision de service fait dès réalisation de la prestation à bons de commande. Ces opérations ont pour objet de contrôler la conformité entre le travail fait et le travail commandé par le pouvoir adjudicateur, comme mentionné à l'article 31 du CCAG/TIC.

À l'issue des opérations de vérification simplifiées, Météo-France prononce soit le service fait valant admission des prestations, soit l'ajournement soit le rejet dans les conditions prévues à l'article 34 du CCAG/TIC.

### **12.3. Audit**

À tout moment au cours de l'exécution du marché, Météo-France peut procéder à un audit aux fins de vérification de la sincérité des chiffres communiqués par le titulaire. Cet audit peut être effectué par les soins d'une structure interne de Météo-France ou par un tiers, non concurrent du titulaire. Tout auditeur est tenu au secret professionnel.

Le titulaire s'engage à collaborer de bonne foi et sans réserve avec tout auditeur ainsi désigné. Aussi le titulaire facilite l'accès des auditeurs à tout document ou information utile au bon déroulement de la mission d'audit.

Si l'audit révèle un non-respect des stipulations contractuelles, Météo-France le notifie au titulaire, qui s'engage à corriger les dysfonctionnements à ses frais et dans les plus brefs délais, dès réception de la notification, ainsi qu'à rembourser intégralement les éventuels honoraires du tiers auditeur. Par ailleurs, en cas de désaccord entre les parties, lorsque Météo-France a enregistré un nombre d'appels supérieur au volume facturé par le titulaire, ce dernier procède au règlement provisoire des sommes estimées par Météo-France jusqu'à l'issue amiable ou judiciaire du litige.

## **13. Garantie**

Le titulaire garantit la conformité des prestations aux stipulations du marché pendant une durée d'un an dans les conditions prévues par l'article 36 du CCAG/TIC.

## **14. Personnes désignées pour l'exécution des prestations**

L'ordonnateur des dépenses de la Direction Centrale des Activités Commerciales est la Présidente-directrice générale de Météo-France. Ses coordonnées sont :

Météo-France  
Direction générale  
73, avenue de Paris  
94165 Saint-Mandé Cedex

Le représentant de Météo-France pour les besoins de l'exécution du présent marché public est la directrice de la Direction Centrale des Activités Commerciales. Il est l'interlocuteur du titulaire pour la réalisation des prestations faisant l'objet du présent marché. Ses coordonnées sont :

Météo-France  
Direction Centrale des Activités Commerciales  
42, avenue Gaspard Coriolis  
31057 Toulouse Cedex

Le correspondant technique de Météo France est sont désignés après notification du marché public. Le correspondant désigné fournit la liste du personnel de Météo-France habilité à appeler le centre de support du titulaire.

La personne responsable pour fournir les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2191-61 du code de la commande publique est le directeur financier de Météo-France ou son représentant. Ses coordonnées sont :

Météo-France  
Direction financière  
73, avenue de Paris  
94165 Saint-Mandé Cedex

Le comptable assignataire des dépenses est l'agent comptable secondaire de Toulouse. Ses coordonnées sont :

Météo-France

Le titulaire indique au plus tard à la notification du marché public :

- un contact qui est l'interlocuteur privilégié de Météo-France pour tout ce qui concerne l'ensemble des aspects techniques et contractuels ;
- l'adresse courriel du responsable du suivi des documents que le titulaire doit transmettre à <https://www.e-attestations.com> (cf. article 20 du présent cahier des clauses administratives particulières).

## 15. Propriété intellectuelle

La loi française est seule applicable.

### 15.1. Régimes des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards

Si le titulaire incorpore des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standard dans les résultats ou utilise des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standard qui, sans être incorporées aux résultats, sont nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, il s'engage à ce qu'elles bénéficient d'un régime de licence libre.

### 15.2. Régime des résultats

Les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du [code de la propriété intellectuelle](#), les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

L'article 46 du CCAG/TIC s'applique.

## 16. Protection des données personnelles

Pour l'exécution du présent marché public, le titulaire et ses éventuels sous-traitants sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, qui comprend en particulier le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ou « règlement européen sur la protection des données »), et la loi informatique et libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée. Il se conforme à l'article 5.2 du CCAG TIC.

### 16.1. Durée de conservation et sort des données

La durée de conservation des données collectées par le titulaire est limitée à la durée de validité du marché public.

Le titulaire s'engage, au terme du marché, à détruire toutes les données à caractère personnel. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de cette destruction.

### 16.2. Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités prévues par le présent marché.

- Traiter les données conformément aux instructions de Météo-France. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit français relative à la protection des données, il en informe immédiatement Météo-France. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer Météo-France de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.
- Ce que seuls ses personnels en charge de l'exécution du marché aient accès aux données à caractère personnel traitées. Il veille à ce que ces personnels :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection.

### 16.3. Mesures de sécurité

Le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles permettant la sécurisation des données et des traitements.

Il s'engage à ce titre à se conformer aux mesures de sécurité des données et des traitements, notamment techniques et organisationnelles, qu'il a définies dans son mémoire technique.

### 16.4. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à Météo-France de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider Météo-France à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, celui-ci doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique aux responsables du marché désignés conformément à l'article 14 du présent cahier des clauses administratives particulières.

### 16.5. Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie sans délai à Météo-France toute violation des conditions des traitements des données à caractère personnel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à Météo-France, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

### 16.6. Assistance

Le titulaire assiste Météo-France, en cas de besoin, pour les éventuelles études d'impact ou réponses à sollicitations concernant les données personnelles traitées dans le cadre du marché.

### 16.7. Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire s'engage à tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de Météo-France comprenant :

- le nom et les coordonnées des responsables du marché désignés conformément à l'article 14 du présent cahier des clauses administratives particulières, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans

le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;

- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre.

## 16.8. Documentation

Le titulaire met à la disposition de Météo-France la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par Météo-France ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

## 17. Établissement des prix

### 17.1. Définition

Les prix sont fixés à l'annexe financière de l'acte d'engagement du marché public. Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à l'assurance.

Les prix relatifs aux prestations concernant la collecte des appels, l'acheminement des appels, la continuité du service de collecte et d'acheminement, le transfert éventuel entre le précédent et nouveau marché, la maintenance évolutive et les services d'accompagnement sont forfaitaires et fermes.

Les prix des prestations à bons de commande sont unitaires et fermes.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes. La taxe appliquée est la TVA au taux de 20 %.

Ce taux n'est mentionné qu'à titre indicatif : en cas de modification de la législation fiscale, il est fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

### 17.2. Flux financier

#### 17.2.1. Tarification de l'appelant

La grille tarifaire, mentionnée en annexe au cahier des clauses techniques particulières n° 2537F0115, s'applique à la notification du marché. Les paliers de tarification associés à chaque type de numéro ont été choisis par Météo-France. Ils peuvent évoluer lors de l'exécution du marché.

La tarification est réalisée exclusivement à l'acte ou à la seconde (dès la première seconde), sans charge d'établissement d'appel.

#### 17.2.2. Taxation entre Météo-France et le titulaire

L'annexe financière à l'acte d'engagement prévoit les différentes modalités de prix appliquées par le titulaire à Météo-France. Le titulaire fournit dans l'annexe financière pour chacun des paliers :

- Le coût HT par appel (paliers au forfait) ou à la minute (paliers à la durée) ;
- La somme hors taxes retenue par le prestataire par appel (paliers au forfait) ou à la minute (paliers à la durée) ;
- Les coûts pour les appels métropole vers métropole, entre DOM et métropole et intra DOM.

Même en l'absence de paiement imputable aux usagers ou aux opérateurs, le titulaire est redevable à Météo-France de l'ensemble des sommes qui lui sont dues au titre du présent mandat.

### 17.3. Modalités applicables en cas de titulaire étranger

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation de change. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

Tous les documents, factures, doivent être rédigés en français.



## 18. Paiements

### 18.1. Avance

#### 18.1.1. Pour la partie forfaitaire

Sans objet.

#### 18.1.2. Pour les bons de commande

Sans objet.

### 18.2. Modalités de paiement

#### 18.2.1. Au titre des prestations de collecte et d'acheminement des appels

Le titulaire établit mensuellement à terme échu et après validation de l'état financier mensuel par Météo-France, dans un délai de dix jours ouvrés la facture correspondante, à laquelle sont joints l'état volumétrique, le relevé du prix de la prestation de collecte et d'acheminement et l'état de solde.

Chaque facture comprend les éventuels coûts associés à la gestion des numéros et à la fourniture des statistiques d'appel.

Le titulaire déduit également du chiffre d'affaires réalisé les éventuels coûts de transfert en début de marché prévus au point 1.4 de l'annexe financière, les éventuels coûts associés à la gestion des numéros (ce qui inclut le prix des abonnements et des options) prévus au point 1.5 de l'annexe financière et le prix mensuel de fourniture des statistiques d'appel prévu au point 1.6 de l'annexe financière.

Si le montant des reversements mensuels à Météo-France ne couvre pas ces coûts, la différence est reportée sur la ou les factures suivantes.

#### 18.2.2. Au titre des perceptions dues par les usagers

Météo-France confie au titulaire la perception auprès des usagers et des autres opérateurs des sommes qui lui sont dues au titre des appels émis vers le numéro court et les numéros à valeur ajoutée. Le titulaire prend à sa charge la facturation, le recouvrement des créances et les éventuels contentieux liés à cette prestation.

#### 18.2.3. Au titre des autres prestations

Les prestations sont payées à terme échu après leur réception par Météo-France ou à compter de la date de réception de la facture correspondante si celle-ci est postérieure à la certification du service fait.

Météo-France se libère des sommes dues par virement sur le compte des titulaires défini dans l'acte d'engagement ou du document en tenant lieu. Le paiement s'effectue suivant le respect des règles de la comptabilité publique.

Le délai de paiement est de trente jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par Météo-France ou de la date de réalisation des prestations si elle est postérieure.

### 18.3. Suivi mensuel

Le titulaire s'engage à transmettre à Météo-France, sans surcoût, un état financier mensuel faisant apparaître a minima les éléments suivants (correspondant au découpage prévu dans l'annexe financière) :

1. L'état volumétrique sur lequel figurent les données relatives aux appels constatés constitutifs du chiffre d'affaires réalisé par le titulaire :

- Le nombre d'appels par type de numéros (cf annexe financière) et par modes de télécommunication utilisé ;
- La durée des appels par type de numéros et par modes de télécommunication utilisés. Pour les appels facturés à la minute, le titulaire additionne l'ensemble des secondes calculées qu'il convertit ensuite en minutes/mois ;

- Les sommes collectées par modes de télécommunication utilisés et le total général.

2. Le relevé du prix de la prestation de collecte et d'acheminement facturé par le titulaire, calculé en fonction des éléments de prix figurant à l'annexe financière de l'acte d'engagement et des données figurant à l'état volumétrique.

3. Un état de solde entre les comptes du titulaire et de Météo-France correspondant au montant total du reversement effectué par le titulaire à Météo-France, défini au regard des prix contractualisés à l'annexe financière de l'acte d'engagement et calculé sur la base de l'état volumétrique mensuel correspondant.

Les éléments relatifs aux sommes collectées, à la part affectée à Météo-France et à la retenue perçue par le titulaire doivent être suffisamment détaillés et permettre la vérification simple et rapide des éléments de déterminations des prix fixés à l'annexe financière de l'acte d'engagement. L'état financier mensuel doit être fourni à Météo-France dans un délai maximal de deux mois après le mois de réalisation des prestations. Météo-France dispose d'un délai maximum de vingt et un jours à compter de la date de réception de l'état financier mensuel pour valider les éléments constitutifs ou pour adresser au titulaire les données rectificatives de l'état.

## 18.4. Intérêts moratoires

Lorsque les sommes dues au principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement de trente jours, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

## 18.5. Établissement des factures

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

En application des articles L. 2192-1 et suivants du code de la commande publique, le titulaire et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct sont tenus de transmettre les factures sous forme électronique via le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles à l'adresse :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées à Météo-France doivent comporter, outre les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les informations suivantes :

- Le numéro de marché public : 2537F0115.
- Le numéro de SIRET qui identifie Météo-France en tant que destinataire de la facture : 18006 0030 02117.
- Le code service de l'entité de Météo-France responsable : 37D2CA
- Le cas échéant, le numéro d'engagement juridique (EJ) qui est transmis par Météo-France après la notification du marché public OU qui est mentionné sur le bon de commande transmis par Météo-France.

Le service en charge du traitement des factures est :

Météo-France  
Direction financière  
CSP dépenses

[depenses.cspfinances-toulouse@meteo.fr](mailto:depenses.cspfinances-toulouse@meteo.fr)



Toute facturation qui serait envoyée à Météo-France soit avant l'échéance prévue au marché, soit selon des modalités différentes de celles prévues par le présent marché, soit non conforme au marché (montant, quantité...), est renvoyée systématiquement au titulaire, qui doit la représenter conformément au marché.

## 19. Cession ou nantissement des créances

Le marché peut être nanti ou cédé dans les conditions définies par les articles L. 2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

Conformément aux articles L. 313-23 à L. 313-34 du code monétaire et financier, la créance cédée ou nantie doit être notifiée au comptable public assignataire des paiements, et l'exemplaire unique du marché doit être remis entre ses mains.

## 20. Pièces et attestations à fournir

### 20.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les six mois à compter de la notification du marché public et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, Météo-France peut, après mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai de quinze jours, résilier le marché public, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

### 20.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail)

Dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L. 8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, Météo-France enjoint au titulaire de faire cesser la situation délictuelle.

Le titulaire a deux mois à compter de sa mise en demeure pour apporter à Météo-France la preuve de la fin de la situation délictuelle. À défaut, à l'issue de ces deux mois, Météo-France peut résilier le marché public sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Météo-France informe l'agent auteur du signalement des suites données par le titulaire à son injonction.

### 20.3. Liste nominative du personnel étranger

Conformément à l'article D. 8254-2 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre à Météo-France, avant tout début d'exécution, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 et affectés à la réalisation des prestations objet du marché public.

Cette liste, établie à partir du registre du personnel, précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de cette liste doit être réalisée tous les six mois, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché public. Cette liste doit être déposée par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Si le titulaire n'emploie pas de salarié étranger, il doit néanmoins en faire la déclaration.

## 20.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs

Tout titulaire établi hors de France qui détache temporairement des salariés sur le territoire national est soumis à des obligations spécifiques fixées par les articles L. 1261-1 à L. 1265-1 et R. 1261-1 à D. 1265-1 code du travail.

Par suite, et conformément à l'article R. 1263-12 du code du travail, le titulaire adresse à Météo-France, le cas échéant, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les deux documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- Une attestation sur l'honneur certifiant qu'il s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal

En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, Météo-France vérifie que le titulaire qui détache des salariés a bien adressé une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail et désigné un représentant sur le territoire national.

## 21. Pénalités

### 21.1. Pénalités en cas de perte du chiffre d'affaires pour interruption du service

Pour toute interruption de service dont la remise en état est supérieure à quatre (4) heures entraînant une perte du chiffre d'affaires, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, la pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P=(R \times H) \times N$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité

R = recette moyenne horaire des numéros 0899 des deux dernières années

H = nombre d'heures d'interruption. Le délai court entre l'heure du contact (téléphonique, ou autre selon le mode d'accès proposé par le titulaire) entre Météo-France et le correspondant technique du titulaire et la reprise du service fourni.

N = coefficient de pénalité à la perte d'image, ce coefficient est égal à 2.

Toutefois, si après une remise en état du service pour cause d'interruption, une nouvelle interruption du service devait survenir dans un délai de deux jours francs, la pénalité mentionnée ci-dessus est appliquée dès la première heure.

### 21.2. Pénalités en cas de perte du chiffre d'affaires pour écrêtement

Pour tout écrêtement (altération affectant la prise en compte du nombre d'appels en période de saturation téléphonique) entraînant une perte du chiffre d'affaires, le titulaire encourt, en cas d'anomalie avérée engageant la responsabilité directe du titulaire, sans mise en demeure préalable, la pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P=A \times M \times C \times N$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité

A = nombre d'appels manqués

M = durée moyenne des appels constatés le mois précédent en minutes

C = coût du reversement par numéro et par minute

N = coefficient de pénalité à la perte d'image, ce coefficient est égal à 2.

L'écèlement est constaté au regard du bilan volumétrique spécifique fourni par le titulaire du marché et des données enregistrées sur les serveurs de Météo-France.

À cette fin, et conformément à l'article 12.3 ci-dessus, le titulaire autorise Météo-France à accéder à ses équipements techniques pour vérifier les informations volumétriques fournies. Météo-France se réserve le droit de demander toutes explications concernant les anomalies volumétriques constatées.

### **21.3. Pénalités pour retard dans la fourniture des états financiers ou de la facture**

En cas de retard dans la fourniture par le titulaire d'un état financier mensuel, une pénalité est appliquée de plein droit. Elle s'élève à 200 euros par jour de retard à compter du terme de l'échéance fixée. En cas de retard dans la fourniture par le titulaire de la facture mensuelle après validation de l'état financier par Météo-France, une pénalité est appliquée de plein droit. Elle s'élève à 200 euros par jour de retard à compter du terme de l'échéance fixée.

### **21.4. Pénalités pour retard**

En cas de retard du titulaire par rapport aux délais prévus par le marché public, le régime des pénalités pour retard prévu à l'article 14.1 du CCAG/TIC s'applique.

### **21.5. Pénalités pour indisponibilité**

Les pénalités pour indisponibilité dans les marchés de maintenance prévues à l'article 14.2 du CCAG s'appliquent de plein droit et sans mise en demeure préalable.

### **21.6. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel**

En cas de violation des mesures de sécurité ou des obligations de confidentialité prévues par le marché ou des obligations réglementaires ou contractuelles relatives à la protection des données à caractère personnel, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité ou de confidentialité n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité ou de confidentialité impliquant des données à caractère personnel ou toute méconnaissance de la réglementation ou des clauses du marché applicables en matière de protection des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

Lorsque Météo-France envisage d'appliquer des pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel, l'établissement invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les manquements constatés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

### **21.7. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière d'insertion sociale**

En cas de non-respect, total ou partiel, des engagements pris au titre de la clause d'insertion sociale prévue à l'article 11.3.2 (notamment l'absence d'élaboration ou de la transmission du plan d'engagement social dans le délai imparti, ou le non-respect du volume d'heures réservé ou de l'action équivalente définie), le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 euros par manquement constaté, sans mise en demeure préalable.

### **21.8. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière environnementale**

Une pénalité forfaitaire de 1 000,00 euros est appliquée par le pouvoir adjudicateur en cas de manquement constaté aux obligations environnementales du titulaire.

En cas de retard dans la transmission des justificatifs de nature à prouver le respect des obligations environnementales prévues à l'article 11.3.3, le titulaire encourt une pénalité de 500,00 euros par jour de retard, sans mise en demeure préalable.

## 22. Résiliation

Le marché public est résiliable par Météo-France dans les conditions prévues au chapitre 8 du cahier des clauses administratives générales/TIC.

Sans préjudices des stipulations du CCAG applicable, et conformément aux articles L. 2195-3 et L. 2195-4 du code de la commande publique, le marché public est résilié aux torts exclusifs du titulaire lorsque les documents ou renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique sont inexacts, ou lorsque le titulaire refuse de produire, en cours d'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 ou R. 1263-12 du code du travail, conformément à l'article 20.1 du présent document. La résiliation du marché public est alors prononcée par Météo-France, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité. Météo-France peut en outre se prévaloir des stipulations de l'article 54 du cahier des clauses administratives générales TIC.

En outre, en cas de mauvaise exécution des prestations prévues au marché public ou de manquement grave dans les prestations, Météo-France peut, après mise en demeure, prononcer la résiliation du présent marché sans avoir à verser d'indemnité. Météo-France s'acquitte alors du montant des prestations réellement exécutées.

En cas de résiliation du marché public, quelle qu'en soit la cause, un décompte de résiliation est effectué conformément au cahier des clauses administratives générales applicable.

## 23. Résiliation liée à l'état du matériel

Dans l'hypothèse où un incident ou une défaillance technique, affectant le matériel de l'acheteur, rendrait impossible la poursuite du marché dans des conditions techniquement ou économiquement raisonnables (notamment en raison d'un coût ou d'un délai de remise en état manifestement disproportionné au regard de l'objet et des prestations restant à exécuter), Météo-France procède à la résiliation du marché, sans indemnité due au titulaire.

## 24. Litiges et attribution de juridiction

En cas de litige survenant dans l'exécution du présent marché public qui n'aurait pas pu être réglé dans le cadre des stipulations du chapitre 9 du CCAG TIC, les deux parties entendent le soumettre au Tribunal administratif de Melun – 43, rue du Général de Gaulle, 77000 Melun.

La loi française est seule applicable. Les correspondances relatives au marché public sont rédigées en français.

## 25. Dérogations

Les stipulations de l'article 6 du présent cahier des clauses administratives particulières dérogent partiellement à l'article 13.2.4 du CCAG /TIC.

Les stipulations de l'article 8 du présent cahier des clauses administratives particulières dérogent partiellement aux articles 2 et 3.1.1 du CCAG/TIC.

Les stipulations de l'article 10.2 du présent cahier des clauses administratives particulières dérogent aux articles 3.7.4, 3.8.4, du CCAG/TIC.

Les stipulations de l'article 12.1 du présent cahier des clauses administratives particulières dérogent aux articles 29 à 33 du CCAG/TIC.

Les stipulations de l'article 12.2 du présent cahier des clauses administratives particulières dérogent aux articles 29,30,32 et 33 du CCAG/TIC.